

Unité départementale du Haut-Rhin
DIRECTION RÉGIONALE DE L'ENVIRONNEMENT
2 PLACE DU GÉNÉRAL DE GAULLE CS 71354
681070 Mulhouse

Mulhouse, le 28/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPETERIES DU RHIN

RUE HENRY DE CROUSAZ
68313 Illzach

Références : 0006700472_2024_08_02_Papeterie-du-rhin_Illzach_VIIC PPC
Code AIOT : 0006700472

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/03/2024 dans l'établissement PAPETERIES DU RHIN implanté Rue Henry de Crousaz ILE NAPOLEON 68110 Illzach. L'inspection a été annoncée le 05/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES DU RHIN
- Rue Henry de Crousaz ILE NAPOLEON 68110 Illzach
- Code AIOT : 0006700472
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Les papeteries du Rhin fabriquent des cartons pour enroulement à partir de papier recyclé. L'usine fonctionne 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Rétention
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Procédure d'isolement du réseau	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 7.3.2 alinéa 1	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Adéquation des volumes de confinement au besoin	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 7.3.2	Sans objet
4	Maintenance des organes de confinement	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 7.3.2 alinéa 1	Sans objet
5	Surveillance rétention	Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 7.3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la visite dont le thème était la rétention des eaux en cas d'incendie, il a été constaté que le plan des réseaux n'était pas à jour et que la mise en place de la rétention des eaux d'extinction ne disposait pas de procédure adaptée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
Thème(s) : Autre, Plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux
Prescription contrôlée : [...] L'exploitant tient à jour les documents suivants : [...] <ul style="list-style-type: none"> -le plan des réseaux et installations de rétention et confinement des eaux incendie, ainsi que, le cas échéant, l'implantation des dispositifs de déclenchement ou obturation [...]
Constats : L'exploitant présente un plan du site dont la dernière mise à jour date du 18 novembre 2011. Ce plan n'est pas à jour, des modifications ayant eu lieu sur le site, notamment une ligne d'évacuation des eaux usées raccordée directement vers la STEP de Mulhouse installée en 2015 qui n'apparaît pas. De plus les éléments suivants sont absents du plan : <ul style="list-style-type: none"> - Pompes de relevage, - Dispositifs de déclenchement des pompes (station de supervision), - Systèmes d'obturation et leur commande, - Séparateurs hydrocarbures, - Zones de rétentions. De plus, certains bâtiments ont changé d'affectation et leurs intitulés ne sont plus conformes à la réalité. L'inadéquation du plan des réseaux constitue une non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Adéquation des volumes de confinement au besoin

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 7.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement
Prescription contrôlée : [...] La capacité de confinement est de 1280 mètres cubes.
Constats : Le calcul de la capacité de confinement a été fait suivant la méthodologie D9A. Ce dimensionnement fait partie de l'étude de dangers du 06 février 2013. L'exploitant a indiqué que l'ensemble des eaux est collecté et amené via un réseau de pompes de relevage dans un bassin tampon puis dans le bassin de rétention principal qui dispose d'un volume de 1500 m ³ .  <p>Cour Nord „Vieux papiers“</p> <p>Bâtiments de production</p> <p>Bassin de rétention de 1500 m³</p> <p>Cour Sud</p> <p>Toutefois, afin de pallier à une coupure de courant qui rendrait inopérante la pompe de relevage alimentant le bassin de rétention de 1500 m³, il a été constaté que l'exploitant a mis en place des bordures au niveau de la cour Nord « vieux papiers » afin de disposer d'un volume de rétention supplémentaire (en sus du bassin de rétention de 1500 m³) de 1 155 m³ sans les bâtiments de production. Il faut ajouter à ce volume celui des deux bâtiments de production (en retenant que 30% de surface au sol de libre dû à l'encombrement par des stockages) qui porte le volume total de rétention à 1455 m³ ce qui est conforme à l'article 7.3.2 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019.</p>



Observations :

Dans l'étude de dangers de 2013 l'exploitant avait envisagé pour disposer du bassin de rétention de 1500 m³ en toutes circonstances la mise en place d'une pompe autonome. L'exploitant déclare que cette solution n'est techniquement pas envisageable car il n'y a pas assez de place au niveau de la fosse pour ajouter une pompe de relevage mobile. Il a donc choisi en 2015 d'augmenter le volume de rétention de la cour Nord « vieux papiers ».

Il étudie toutefois la possibilité d'avoir une alimentation électrique de secours pour la pompe de relevage principale (en cas de coupure des installations électriques) afin de maintenir son fonctionnement.

Type de suites proposées : Sans suites

N° 3 : Procédure d'isolement du réseau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 7.3.2 alinéa 1

Thème(s) : Risques accidentels, isolement du réseau

Prescription contrôlée :

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs correspondants sont [...] signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande.[...] leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
[...]

Constats :

Le système est composé d'une pompe principale, qui achemine en temps normal les effluents et les eaux pluviales de la cour nord vers un bassin tampon avant d'être redirigés vers la STEP. Les eaux pluviales du parking sud sont dirigées vers le réseau d'assainissement municipal.

En cas d'incident, l'exploitant a indiqué que la rétention est obtenue par :

- Sur le parking sud, la mise en place d'un tampon pour isoler le réseau des eaux pluviales, les eaux sont alors dirigées par gravité vers la zone nord ;
- l'actionnement d'une commande au niveau du pupitre de commande permettant de couper la pompe de relevage du bassin tampon vers la STEP ;
- l'actionnement d'une commande permettant d'alimenter une pompe dirigeant les eaux du bassin tampon vers le bassin de rétention de 1500 m³.

L'entreprise étant en fonctionnement 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, l'exploitant précise qu'un contremaître formé est toujours présent pour utiliser le système d'isolement du réseau.

Le service d'inspection a constaté que les organes de commandes des dispositifs d'isolement sont signalés et actionnables à partir de la salle de commande pour les pompes de relevage et

localement sur l'obturation de l'exutoire au niveau du parking sud.
Le service d'inspection a examiné la procédure « Intervention sur supervision et/ou sur équipements STEP PdR » ainsi que la consigne incendie et a constaté qu'elles ne comportent pas de consignes relatives à la mise en place de l'isolement des réseaux en cas d'incident (pollution ou incendie). Ceci constitue une non-conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Maintenance des organes de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 7.3.2 alinéa 1
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement
Prescription contrôlée : Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Les dispositifs correspondants sont maintenus [...].
Constats : Les dispositifs d'isolement du réseau sont entretenus de manière préventive, un entretien est suivi et planifié par les services techniques de l'exploitant. Le service d'inspection a consulté le tableau de suivi de cet entretien sur lequel est mentionnée la périodicité de réalisation pour chacun des équipements. Cette périodicité est respectée. Ces entretiens concernent le système d'obturation de la cour sud (test gonflement du ballon), l'ensemble des pompes de relevage ainsi qu'un contrôle visuel des zones étanches. Par ailleurs l'exploitant déclare disposer de matériels de remplacement pour les équipements qui ne sont pas redondants (par exemple, pompe de relevage principale), remplaçable rapidement (moins de 20 minutes).
Demandes à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assurera que ses procédures d'entretien permettent de s'assurer du fonctionnement effectif des organes (vérification de leur étanchéité par exemple) d'isolement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/04/2019, article 7.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance rétention
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un protocole de surveillance des surfaces imperméabilisées, des canalisations et des rétentions afin de prévenir toute dégradation susceptible d'être à l'origine d'une pollution des sols et des eaux souterraines. Il assure la maintenance des équipements au regard des informations issues de la surveillance.
Constats : L'exploitant déclare disposer d'un protocole d'entretien annuel avec un prestataire extérieur. Ce protocole comprend : - Le curage des bassins et canalisations, - Le contrôle visuel des surfaces, - Le contrôle du tampon obturateur du parking sud. Le service d'inspection a consulté le plan de contrôle préventif (tableau de suivi) des pompes suivies par les services techniques de l'exploitant. De plus, les niveaux en sortie des pompes sont surveillés et lorsqu'un vieillissement significatif est constaté la pompe est remplacée préventivement.
Type de suites proposées : Sans suite